



### Et si on se trompait de plan ?

A la demande du Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA), le CEAS réalise actuellement une étude sur les établissements d'accueil pour personnes âgées dans le département. Pas question de refaire une enquête par questionnaire car les directeurs et directrices d'établissement saturent. Parmi les derniers questionnaires auxquels ils ont eu à répondre, l'un émane de leurs deux ministères de tutelle et de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) : un questionnaire en six fiches format A3, très complet, traitant tout à la fois du personnel, des résidents, du bâti, etc.

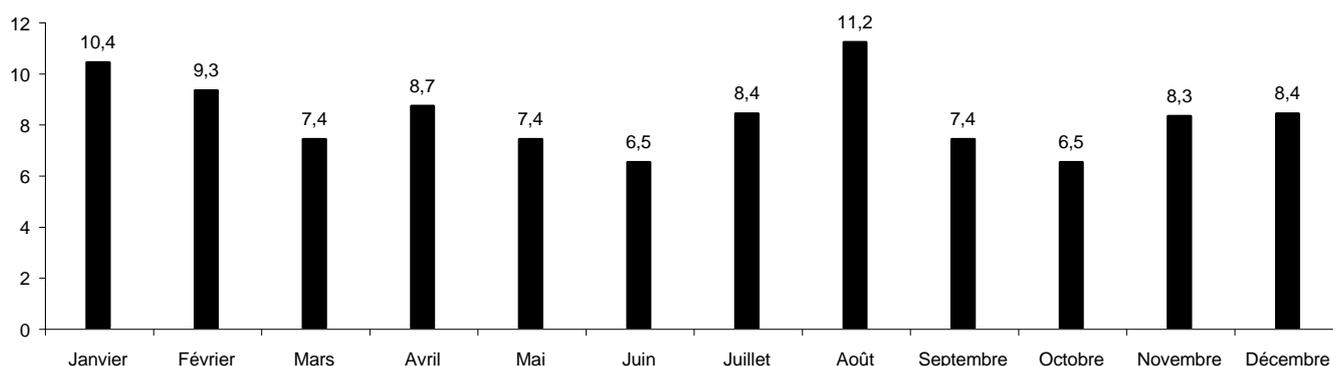
Les questionnaires sont actuellement en cours de traitement à la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS). Le CEAS a pu avoir accès à cinquante-cinq des réponses mayennaises (soit les deux tiers des établissements) et assurer sa propre saisie afin de pouvoir présenter les principaux éléments à l'occasion de l'assemblée générale du CODERPA, le jeudi 24 juin dernier.

Entre autres, l'enquête permet d'analyser les sorties définitives des établissements en 2003. Sur environ un millier de sorties définitives pour les cinquante-cinq établissements, le décès est la première cause : 76 % dans les maisons de retraite et 54 % dans les logements-foyers. Les taux enregistrés en 2003 sont sensiblement identiques à ceux obtenus en 2000 lors d'une précédente enquête.

Cependant, pour les sorties définitives ayant pour cause le décès, le CEAS a analysé le mois de sortie, étant entendu que 2003 constitue une année exceptionnelle de par la canicule. Effectivement, le mois modal est bien celui d'août (11,2 % des décès de l'année). En fait, si les décès se répartissent sur l'ensemble de l'année (de 6,5 à 11,2 %), on constate une forte mortalité au début de l'année : en réunissant janvier et février (19,8 % des décès), la mortalité est même plus élevée qu'en juillet et août (19,6 %).

Le début de l'année est particulièrement mortifère, et ce n'est probablement pas une autre particularité de l'année 2003. Par contre, pas d'enquête, pas d'analyse, pas de plan. Comme si mourir en janvier ou février était normal...

Mois de sortie définitive ayant pour cause le décès en 2003 dans les établissements de la Mayenne





### Vingt-cinq communes irréductibles

Dans les Pays-de-la-Loire, au 1<sup>er</sup> janvier 2004, 1 477 des 1 502 communes (98 %) appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI). En France, le taux est seulement de 85 %.

L'intercommunalité couvre désormais entièrement le territoire de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire.

Par contre, il reste une commune en Mayenne (Saint-Georges-Buttavent), onze en Sarthe et treize en Vendée qui n'ont pas rejoint un EPCI.

Au total, on compte 140 EPCI dans les Pays-de-la-Loire : trois communautés urbaines, six communautés d'agglomération et cent trente-et-une communautés de communes.



### Nous avons reçu

#### **Institut national de la statistique et des études économiques Pays-de-la-Loire (INSEE), *Etudes*.**

- « Une reprise encore timide », n° 26, mai 2004 (4 p.).

#### **Institut national de la statistique et des études économiques Pays-de-la-Loire (INSEE), *Dossier*.**

- « Le Mans et ses quartiers », n° 11, juin 2004 (76 p.).

#### **Institut national de la statistique et des études économiques Pays-de-la-Loire (INSEE), *Informations statistiques*.**

- « Un début d'année 2004 prometteur pour l'hôtellerie régionale », n° 117, juin 2004 (1 p.).
- « Le taux de chômage s'infléchit au premier trimestre 2004 », n° 118, juin 2004 (1 p.).

#### **Direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Pays-de-la-Loire (DRASS), *Echo des stats*.**

- « La prise en charge médico-sociale des adultes handicapés en Pays-de-la-Loire », n° 20, avril 2004 (4 p.).

#### **Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.**

- « Le taux de remplacement du salaire par la retraite pour les salariés de la génération 1934 ayant effectué une carrière complète », n° 312, juin 2004 (10 p.).
- « La santé des enfants scolarisés en CM2 à travers les enquêtes de santé scolaire en 2001-2002 », n° 313, juin 2004 (9 p.).
- « L'exercice en groupe des médecins libéraux », n° 314, juin 2004 (12 p.).

- « Les consultations et visites des médecins généralistes – Un essai de typologie », n° 315, juin 2004 (11 p.).
- « Le nombre d'allocataires du RMI au 31 mars 2004 », n° 316, juin 2004 (4 p.).
- « L'aide sociale extralégale ou facultative des départements », n° 317, juin 2004 (8 p.).

#### **Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), *Consommation et modes de vie*.**

- « Enquête CREDOC-UNEDIC : fort recul des recrutements industriels en 2004 », n° 176, juin 2004 (4 p.).

#### **Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), *Territoires – la revue de la démocratie locale*.**

- « Tourisme participatif, équitable, durable... Du nouveau sous le soleil », n° 449, juin 2004 (40 p.).  
Bilan : tourisme rural et développement local.  
Droit : les nouvelles compétences des collectivités.  
Expérience : Belleville l'insolite.  
Polémique : Vulcania l'anti-durable.  
Débat : tourisme et relations Nord – Sud.  
A savoir : le tourisme en 17 définitions.

#### **Conseil économique et social, *Avis et rapports*, éd. des Journaux officiels.**

- « Un atout pour notre pays : les entreprises créées par les Français établis hors de France », étude présentée par Jacques Gérard, n° 15, 2004 (167 p.).
- « Contribution à la préparation de la loi d'orientation sur l'avenir de l'école », avis présenté par Claude Azéma, n° 16, 2004 (97 p.).
- « Le logement dans l'Outre-Mer Français », rapport présenté par Marie-Claude Tjibaou, n° 17, 2004 (48 + 111 p.).